



APERÇU

■ Projet spécial EZA sur les Balkans occidentaux



Résultats du séminaire de lancement qui s'est tenu à Trieste en septembre dernier et traitait du projet spécial organisé à l'intention des organisations syndicales des Balkans occidentaux sur le thème « Renforcer le dialogue social – façonner l'intégration européenne » *Page 2*

■ USO sur la situation en Espagne



Revendications et approches de solutions à la situation précaire du marché de l'emploi espagnol *Page 3*

■ Système de formation en alternance

Rôle des partenaires sociaux dans le développement des systèmes de formation professionnelle en alternance et possibilités de coopération transfrontalière *Page 4*

■ La solidarité intergénérationnelle

Résultats du séminaire de ZD NSi qui a eu lieu en octobre dernier à Ankaran *Page 4*

■ Les nouveaux du réseau EZA

Trois nouveaux candidats à l'adhésion et un nouvel observateur chez EZA *Page 4*

EDITORIAL



Chers amis,

Le dialogue social peut être à juste titre considéré comme un instrument qui a largement contribué dans le passé à assurer la paix sociale en Europe. Toutefois, les délégués des travailleurs ne cessent d'avoir à revendiquer des droits sociaux. Ils peuvent donc à présent être fiers de voir leur travail reconnu par l'attribution à l'UE du prix Nobel de la paix. Ce n'est ici qu'un côté de la médaille ...

Le deuxième côté est tout autre : il a un arrière-goût amer car vu les mesures prises pour lutter contre la crise, la réalité montre dans certains

pays européens une tout autre image dégageant un certain désarroi et soulevant une inquiétude pour la paix sociale.

La Roumanie, pour ne citer qu'un exemple, est en particulier durement touchée. Là, le développement économique ne va pas suffisamment de pair avec la sécurité sociale et le contrôle des normes juridiques. Les réformes du gouvernement qui représentent une amputation de la législation du travail et du droit au dialogue social entraînent une grande incertitude dans les négociations tarifaires, sans parler des mesures d'austérité qui touchent l'ensemble de la population.

Un délégué des travailleurs doit pouvoir s'appuyer sur des standards de la législation communautaire du travail qui aient un caractère obligatoire pour tous. Recherchant un soutien dans la défense de leurs droits, les syndicats s'adressent aux institutions européennes. Malheureusement sans succès apparent.

*Roswitha Gottbehüt,
Secrétaire générale*

EZA dans l'année budgétaire 2011/2012

J'ai été élu en 2011 président d'EZA. C'était à mi-parcours des activités prévues dans l'année budgétaire 2011/2012. En juillet a apparu notre rapport annuel qui est maintenant disponible sur le [site d'EZA](#).

L'objectif commun à toutes les activités EZA est d'informer sur le dialogue social au sein de l'Union européenne et de l'encourager.

Le programme des formations 2011/2012 a proposé 67 séminaires qui ont rassemblé près de 4000 participants et participantes. Plus d'une cinquantaine de nos organisations membres a été impliquée dans ces séminaires qui se répartissaient sur tout le territoire de l'UE. En raison de la crise économique, tous nos membres affrontaient à cette époque de gros défis. Les organisations EZA ont toutefois profité de ces séminaires pour chercher des

solutions aux énormes problèmes engendrés par les crises. Certains pays semblent avoir remis en question le concept du dialogue social. L'autonomie tarifaire qui est garantie par l'OIT et la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne a été restreinte dans quelques pays. Le dialogue social est toutefois impossible sans cette liberté de négociation. Une autre condition indispensable au dialogue social est le respect mutuel. Les gouvernements manquent souvent de respect pour les partenaires sociaux et les partenaires sociaux manquent parfois de respect les uns pour les autres. EZA s'est investi et continue à s'investir pour aider ses membres à surmonter ces nouveaux défis auxquels est confronté le dialogue social.

Bartho Pronk, président d'EZA ■

Le projet spécial d'EZA pour les organisations de travailleurs dans les Balkans de l'Ouest a démarré



Participants et participantes du séminaire de lancement du projet spécial destiné aux organisations syndicales des Balkans occidentaux qui s'est tenu à Trieste en septembre 2012

Le dialogue social dans les pays des Balkans de l'Ouest doit être amélioré à de nombreux endroits. Ceci a été l'une des conclusions du séminaire EZA de lancement du **projet spécial** qui doit se dérouler jusqu'en février 2014 et s'adresse aux organisations syndicales des Balkans occidentaux sous l'intitulé « Renforcer le dialogue social – façonner l'intégration européenne ». Ce séminaire avait été organisé à Trieste en Italie, les 18 et 19 septembre 2012, en collaboration avec le MCL (Movimento Cristiano Lavoratori)/EFAL (Ente Nazionale per la Formazione e l'Addestramento dei Lavoratori) et avec le soutien financier de l'Union européenne.

Environ 35 délégué(e)s des organisations de travailleurs venues de Croatie, de Serbie, de Macédoine, de l'ancienne République yougoslave, du Monténégro, de Bulgarie, de Belgique, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas et d'Autriche se sont rencontrés pour analyser l'état du dialogue social dans la région et pour échanger leurs expériences en matière de défis et de perspectives correspondants.

L'objectif du séminaire était de renforcer la collaboration entre les partenaires de la région et de stimuler aussi la coopération entre les syndicats et les autres organisations de travailleurs. Il a été préparé à cet effet plusieurs formations devant traiter

des thèmes des travailleurs qui sont actuellement importants dans la région. Celles-ci sont coordonnées par les centres membres d'EZA BIE International, ÖZA, WOW, EUROFEDOP, MCL/EFAL et UNASM.

Joachim Hülsmann, auteur de « l'étude sur le dialogue social dans les pays des Balkans de l'Ouest » exigée par la Commission de l'UE, de la Société enregistrée pour la Connaissance et l'Organisation de l'assurance (Versicherungswissenschaft und -gestaltung e.V.), a décrit la situation actuelle des syndicats aux différents niveaux des conflits. La restructuration des fédérations syndicales et le positionnement plus fort du contenu des syndicats qui devraient adopter une position claire vis-à-vis des gouvernements sont importants.

L'atteinte d'un meilleur dialogue social dans les Balkans de l'Ouest n'est pas un simple processus.

Au cours de la discussion, il a été évident que le dialogue social était plutôt une tradition qu'un monologue social. Les participantes et les participants présents de la région ont exprimé leur vœu de réaliser un véritable État de droit, néanmoins, toutes les personnes impliquées devraient alors aussi respecter les règles du jeu. Il faut prendre au sérieux que les représentants du Gouvernement ne connaissent

souvent qu'insuffisamment leurs propres lois. Les procédures judiciaires de revendication des droits des travailleurs durent beaucoup trop longtemps. On a également critiqué l'attitude de confrontation, sur la base de laquelle on recherche plutôt ce qui sépare que ce qui relie. En outre, c'est un fait que les organisations de travailleurs existantes sont faibles et qu'elles sont considérées souvent de manière sceptique par les organisations de travailleurs. Néanmoins, en Serbie, les syndicats sont en train d'élaborer un Livre blanc du travail commun.

Le rôle des entreprises multinationales, qui avaient tendance à réduire au minimum les droits des travailleurs, a été considéré comme problématique.

On a clairement exprimé le vœu d'améliorer l'échange d'informations et le réseautage au sein des Balkans, pour être plus fort et en outre, de proposer une formation fondée aux délégués des organisations de travailleurs, afin qu'ils connaissent mieux les règles du dialogue social. Les organisations de travailleurs ne sont souvent pas suffisamment armées pour maîtriser activement le dialogue social. Il était clair que les organisations de travailleurs avaient perdu de la force, étant donné que le nombre de membres a diminué et qu'en raison du chômage élevé, il était difficile d'acquérir de nouveaux membres.

On a exprimé le vœu d'améliorer le dialogue entre les organisations de travailleurs et les organisations de société civile, étant donné que peu de projets existaient à ce sujet. Pour la Serbie, on a critiqué que les organisations non gouvernementales, en concurrence avec les syndicats, y étaient subventionnées par exemple par l'État.

Comme champs thématiques importants pour le dialogue social dans les Balkans de l'Ouest, on a nommé entre autres, les domaines de la sécurité et de la protection sanitaire sur le lieu de travail, les conventions collectives, la lutte contre la pauvreté, la maîtrise du travail au noir, la lutte contre le chômage élevé et l'intégration des jeunes travailleurs sur le marché du travail. ■

Le membre d'EZA USO sur la précarité du marché de l'emploi espagnol : revendications et solutions

Le syndicat **Unión Sindical Obrera (USO)** constate un scénario de récession et d'une destruction constante des emplois où ni le gouvernement espagnol ni les gouvernements des différents États membres de l'UE ne prennent de mesures efficaces permettant de mettre fin à la destruction des emplois et à l'appauvrissement général de la classe ouvrière. Ils assistent plutôt comme des spectateurs et non pas comme des acteurs qui engageraient des mesures efficaces allant à l'encontre de cette situation drastique.

Le taux de chômage est en Espagne actuellement de 25,02 % et atteint chez les jeunes un niveau catastrophique de 52 %. Le nombre total des sans-emploi est de 6 millions et 10 % des ménages ne comptent aucune personne en situation d'emploi. L'année dernière sous la récession économique que nous subissons toujours, 2290 personnes perdaient chaque jour leur emploi, ce qui représente 835 900 personnes par an. Le marché de l'emploi continue de souffrir des effets de la réforme du travail qui n'a pas eu les résultats espérés.

Dans ce contexte où en Europe les bases de la protection sociale et de l'État social sont remises en question et parfois bafouées, un séminaire portant sur ces thèmes s'avérait indispensable. En juin, le bureau central de l'USO a organisé le séminaire intitulé « Analyse et nouveaux défis de la protection sociale dans l'UE » auquel ont participé 18 organisations de sept états européens. Les exposés ont traité du développement de l'État providence dans les différents états européens et de son déclin constant. Ils ont analysé la réforme espagnole du travail en la comparant à des lois et mesures similaires qui ont été adoptées dans d'autres états de l'UE, l'augmentation de la pauvreté, les systèmes publics de retraite en Europe et en Espagne ainsi que la réforme de la sécurité sociale. Il y a été également question du comportement des agences de notation, de l'existence de paradis fiscaux, de la fiscalité espagnole et européenne, du développement des économies de la zone euro et de comment créer des emplois dans des temps de crise. Les conclusions principales de ce séminaire étaient la nécessité de préserver un État providence qui offre un service public de



USO lors de la grève générale du 29 mars 2012 à Madrid

haute qualité garantissant une Europe plus sociale, plus cohérente et plus équitable. Nous, les organisations sociales, il nous faut réaliser un travail de réflexion et d'analyse pour mettre au point des stratégies de défense de la protection sociale et d'un système de solidarité qui garantisse les droits des groupes les plus vulnérables de notre société. Nous devons



Participants et participantes du séminaire d'USO portant sur le thème « Les défis de la protection sociale dans l'UE » qui s'est tenu en juin 2012 à Madrid

revendiquer, proposer et assurer que les gouvernements européens mettent en place des politiques de croissance, de protection sociale et de dignité au travail, assurant une distribution des richesses et qu'ils favorisent un équilibre économique mettant fin à la polarisation de la société en riches et pauvres.

C'est pourquoi USO réagit en organisant depuis 2010 de grands rassemblements et des manifestations dont trois grèves générales. Ces derniers jours, USO a également organisé des manifestations dans toutes les provinces pour réclamer la fin

des politiques d'ajustement mais aussi marquer la Journée mondiale pour le travail décent. Sous la devise « Les jeunes sans emploi, la société sans avenir », USO a dénoncé la situation de 75 millions de jeunes sans emploi à travers le monde, sans compter les millions qui sont coincés dans des emplois temporaires et précaires et des dizaines de millions de demandeurs d'emploi qui n'ont aucune chance de trouver un emploi.

Nous à USO, nous appelons le gouvernement espagnol et les gouvernements des autres états européens à mettre fin à leur politique actuelle erronée qu'ils continuent d'appliquer en réduisant les droits et prestations de service, en provoquant la stagnation et la perte d'emplois, des activités économiques, des droits et des conditions du travail, des prestations et services sociaux, des salaires et revenus de la majorité de la population active. Cette politique entraîne des niveaux inacceptables de pauvreté et inégalités sociales tout en asphyxiant l'économie réelle et les crédits accordés aux familles et aux entreprises. Elle fait donc le contraire de ce qu'il est urgent de faire, c'est à dire sortir de la crise en faisant repartir la croissance économique et l'emploi.

Joaquín Pérez da Silva, USO ■

Coopération transfrontalière en formation professionnelle

En août 2012 s'est tenu à Berlin un séminaire de la fédération belge ACW et d'EZA qui traitait en outre du rôle que pouvaient jouer les partenaires sociaux pour développer les systèmes de formation professionnelle. Il est prouvé que le chômage de la jeunesse est plus faible dans les États membres européens qui connaissent un système de formation en alternance. Hermann Nehls de la confédération allemande des syndicats DGB place l'aptitude à exercer le métier au centre des objectifs de la [formation professionnelle en alternance](#). À la fin de leur formation, ces personnes qualifiées

ont l'aptitude d'exercer le métier appris grâce à des qualifications bien précises. Le principe de base est la prise de conscience que chaque métier doit s'apprendre à 50% au minimum « sur le terrain » : l'expérience réfléchie du travail constitue la base du plan de cette formation professionnelle. Les apprentis ont au sein de l'entreprise un statut défini par contrat et leur rémunération s'élève au minimum à un tiers de celle du personnel qualifié. Il est établi que dans la formation en alternance, la formation professionnelle au sein de l'entreprise est un système qui s'autofinance.

Les partenaires sociaux, les organisations économiques, les écoles professionnelles et le monde scientifique coordonnent par leurs dialogues un système de gouvernance pluridisciplinaire qui traduit les compétences et intérêts au niveau tout autant national, régional que local. Leur travail s'appuie sur la loi relative à la formation professionnelle. Les participants du séminaire se sont accordés à dire que la formation professionnelle devait mieux répondre aux exigences globales. Le développement de métiers clés européens pourrait être ici un pas décisif dans ce sens. ■

La solidarité intergénérationnelle comme chance d'obtenir des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

71 participants de 14 différents pays sont venus au séminaire intitulé « La coopération intergénérationnelle : chemin possible pour sortir de la crise – l'influence des mesures d'austérité sur le travail, les familles et les générations ». Ce séminaire qui avait été organisé par ZD NSi (Združenje delavcev Nove Slovenije) à Ankaran en Slovénie s'y est déroulé du 28 au 30 octobre 2012.

Dans des époques de crises mondiales, la solidarité intergénérationnelle a deux rôles à remplir : d'un côté, elle est menacée plus que jamais par les mesures de restriction et le recul de l'État social. Dans l'adoption des mesures sociales, les gouvernements de certains États membres de l'UE ne tiennent pas suffisamment compte des situations dans lesquelles se trouvent les différentes générations. En particulier dans les temps de restriction, le dialogue social est à mener avec beaucoup de précaution. Il risque vite sinon d'arriver que le fardeau de la crise pèse bien plus

sur une génération que sur les autres. Les profonds changements démographiques ne représentent cependant pas seulement une menace, ils offrent également de nouvelles possibilités au développement de la solidarité intergénérationnelle. Les innovations sociales dans les domaines du vieillissement actif et l'encouragement de synergies entre les générations sont autant de promesses de nouvelles prestations et même de nouveaux emplois. Dans le monde occidental moderne, les innovations technologiques précèdent les innovations sociales d'au moins deux générations. Ces prochaines dix années, il sera nécessaire de renouveler nos structures sociales, l'impact de la crise sera sinon encore plus grave. C'est à l'échelle régionale qu'il vaut mieux apparemment agir et la meilleure stratégie est semblait-il d'impliquer dans le processus les acteurs venant d'horizons les plus différents (syndicats, entreprises, ONG, administrations locales, institutions scienti-

fiques etc.). La solidarité intergénérationnelle est bien plus qu'un simple retour à nos racines. Elle est une passerelle entre le passé, le présent et l'avenir. Elle n'est pas seulement un « mal nécessaire », elle est surtout une formidable chance.

Matej Cepin, SAK ■

MENTIONS LÉGALES

Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2
D-53639 Königswinter
Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0
Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22
Courriel : eza@eza.org
www.eza.org

Rédaction

Roswitha Gottbehüt (responsable),
Matthias Homey, Norbert Klein,
Victoria Znined

Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen
Courriel : helladesign@web.de

Photos

EZA, USO

Mode de parution

Quatre éditions par an

Trois nouveaux candidats à l'adhésion et un nouvel observateur chez EZA

Lors de la réunion du conseil d'administration d'EZA qui s'est tenue le 28 septembre à Ankaran en Slovénie ont été accueillis au sein du réseau EZA trois nouveaux candidats à l'adhésion et un nouvel observateur.

Les nouveaux candidats à l'adhésion sont le syndicat lituanien [Solidarumas](#), le syn-

dicat maltais [Union Haddiema Maghqudin \(UHM\)](#) et le syndicat grec [Dimokratiki Agonistiki Kinisi Ergazomenon \(DAKE\)](#). L'académie slovène [Socialna akademija \(SAK\)](#) est le nouvel observateur. ■



Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.